















CENTRE HOSPITALIER REGIONAL UNIVERSITAIRE DE NANCY
DIRECTION DES ACHATS DU GHT HOPITAUX SUD LORRAINE

APPEL D'OFFRES OUVERT

**MISE À DISPOSITION DE PERSONNELS INTÉRIMAIRES
DANS LES DOMAINES TECHNIQUES ET LOGISTIQUES
POUR LE GCS BLANCHISSERIE SUD LORRAINE**

Cahier des Clauses Administratives Particulières
CCAP AO_2025_027

SYNTHÈSE DU CONTRAT

	<p>Accord-cadre à bons de commandes multi-attributaire de services</p> <p><u>Objet</u> : Mise à disposition de personnels intérimaires dans les domaines techniques et logistiques pour le GCS BLANCHISSERIE SUD LORRAINE</p>
	<p><u>Acheteur</u> :</p> <p>GCS Blanchisserie Sud Lorraine 29, avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny - CO 60034 54035 - Nancy cedex</p>
	<p>L'accord-cadre n'inclut pas de considérations environnementales.</p>
	<p>L'accord-cadre inclut des considérations sociales.</p>
	<p>Accord-cadre passé en appel d'offres ouvert, en application des articles R2124-1, R2124-2 et R2161-2 à R2161-5 du code de la commande publique.</p> <p>CCAG applicable à l'accord-cadre : CCAG Fournitures Courantes et Services.</p>
	<p>_____</p>
	<p>L'accord-cadre n'est pas alloti.</p>
	<p>La durée d'exécution de l'accord-cadre est indiquée au sein de ce document.</p>
	<p>Le marché est à prix unitaires.</p>
	<p>L'accord-cadre est révisable.</p>
	<p><u>Tranches</u> :</p> <p>L'accord-cadre n'est pas divisé en tranches.</p> <p><u>Prestations similaires</u> :</p> <p>L'accord-cadre prévoit la possibilité pour l'acheteur de conclure un marché sans publicité ni mise en concurrence préalables pour la réalisation de prestations similaires à celles de l'objet du présent marché, en accord avec le titulaire, pendant une période de trois ans à compter de la notification du marché initial.</p>
	<p>L'accord-cadre n'est pas réservé à une profession particulière.</p>

SOMMAIRE

PARTIE 1.	PRÉAMBULE.....	5
PARTIE 2.	DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	6
ARTICLE 1.	PRÉSENTATION DU GHT HOPITAUX SUD LORRAINE	6
ARTICLE 2.	PRESENTATION DU CONTRAT.....	7
2.1.	OBJET DU CONTRAT	7
2.2.	DIVISION EN LOTS	7
2.3.	FORME DU CONTRAT	7
2.4.	DURÉE DU CONTRAT	8
ARTICLE 3.	NOMENCLATURES ASSOCIEES A L'OBJET DU MARCHÉ PUBLIC.....	8
3.1.	NCHFS : NOMENCLATURE DES CATEGORIES HOMOGENES DES FOURNITURES ET SERVICES.....	8
3.2.	CODES CPV	8
ARTICLE 4.	PROCÉDURE DE PASSATION	8
ARTICLE 5.	DOCUMENTS CONTRACTUELS.....	9
ARTICLE 6.	PARTIES CONTRACTANTES.....	10
6.1.	REPRESENTANT DE L'ACHETEUR.....	10
6.2.	TITULAIRE DU MARCHÉ PUBLIC.....	10
6.3.	SOUS-TRAITANCE	10
6.4.	GROUPEMENT D'OPERATEURS ECONOMIQUES	11
PARTIE 3.	ENGAGEMENTS DES PARTIES	12
ARTICLE 7.	OBLIGATION DU TITULAIRE.....	12
7.1.	MODIFICATIONS PORTANT SUR LA SITUATION JURIDIQUE OU ECONOMIQUE DU TITULAIRE.....	12
7.2.	DOCUMENTS EN LANGUE FRANCAISE	12
7.3.	MONNAIE DE COMPTE	12
7.4.	OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE.....	12
7.5.	CONTINUITE D'EXECUTION	12
ARTICLE 8.	OBLIGATION DU BENEFICIAIRE	13
ARTICLE 9.	OBLIGATION DE COLLABORATION.....	13
ARTICLE 10.	RELATIONS FOURNISSEURS ET ACHATS RESPONSABLES.....	13
ARTICLE 11.	TRAITEMENT DES DONNÉES A CARACTÈRE PERSONNEL	14
11.1.	FINALITÉS.....	14
11.2.	CARACTÉRISTIQUES DES DONNÉES TRAITÉES	14
11.3.	DROITS DES PERSONNES CONCERNÉES.....	14
11.4.	TRANSFERTS DE DONNÉES.....	14
11.5.	SÉCURISATION DES DONNÉES	15
11.6.	CONSERVATION DES DONNÉES.....	15
ARTICLE 12.	MODIFICATION DES PRESTATIONS EN COURS D'EXÉCUTION	15
12.1.	À L'INITIATIVE DE L'ÉTABLISSEMENT	15
12.2.	À L'INITIATIVE DU TITULAIRE.....	15
PARTIE 4.	PRIX ET MODALITÉS DE PAIEMENT	16
ARTICLE 13.	CARACTÉRISTIQUES DES PRIX DE L'ACCORD-CADRE	16
13.1.	MODALITES DE FIXATION DES PRIX.....	16
13.2.	DETERMINATION DES PRIX.....	16
13.3.	APPLICATION DE LA TAXE SUR LA VALEUR AJOUTÉE	16
13.4.	VARIATION DES PRIX	16
ARTICLE 14.	MODALITES DE FACTURATION ET DE PAIEMENT	16
14.1.	FACTURATION.....	16
14.2.	MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES.....	17
14.2.1.	RÈGLEMENT	17
14.3.	CESSION DE CREANCE.....	18
14.4.	DELAÏ DE PAIEMENT.....	18

ARTICLE 15. AVANCE	18
PARTIE 5. MODALITÉS D'EXÉCUTION.....	19
ARTICLE 16. MODALITÉS DE COMMUNICATION ENTRE LES PARTIES	19
ARTICLE 17. DÉVELOPPEMENT DURABLE.....	19
ARTICLE 18. RESPONSABILITÉ ET ASSURANCES.....	21
18.1. RESPONSABILITÉ	21
18.2. ASSURANCES	21
PARTIE 6. VÉRIFICATION DES PRESTATIONS	22
ARTICLE 19. VÉRIFICATION DES PRESTATIONS	22
PARTIE 7. DÉFAILLANCE DANS L'EXÉCUTION.....	23
ARTICLE 20. PÉNALITÉS ET PRIMES	23
ARTICLE 21. DIFFÉRENTS ET LITIGES	23
21.1. MÉDIATEUR INTERNE	23
21.2. TRIBUNAL COMPÉTENT	24
PARTIE 8. DÉROGATIONS AU CCAG	25
ANNEXE 1 - INSERTION PAR L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE.....	26

PARTIE 1. PREAMBULE

Législation applicable

Cet accord-cadre est conclu en application du Code de la commande publique et de l'Arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services.

Le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE est d'application.

Les documents ainsi listés, non joints au dossier, sont réputés comme connus des fournisseurs.

Ils peuvent être retirés sur le site de la Direction des affaires Juridiques :
<https://www.economie.gouv.fr/daj/commande-publique>

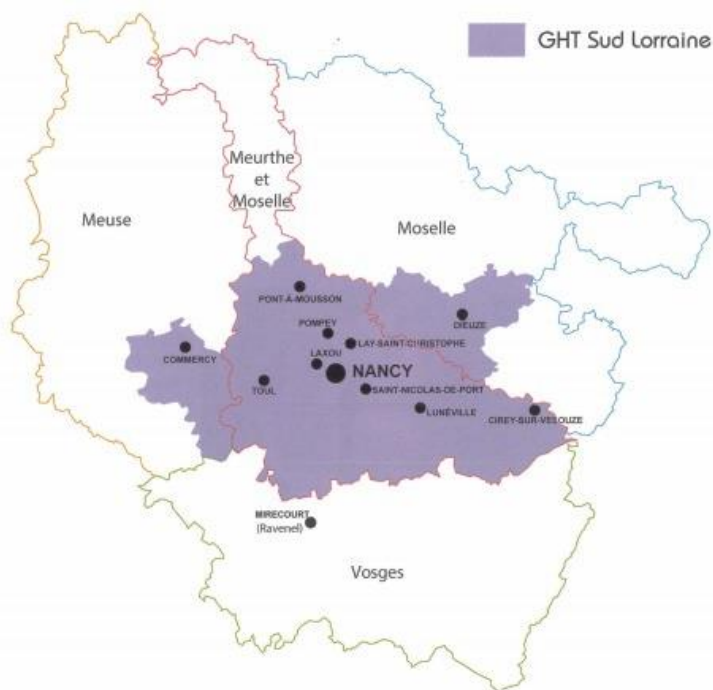
PARTIE 2. DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 1. PRÉSENTATION DU GHT HOPITAUX SUD LORRAINE

Le Groupement Hospitalier de Territoire (GHT) Hôpitaux Sud Lorraine (aussi dénommé GHT 7) a été créé, en application de la Loi 2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation du système de santé ayant pour objectif la mise en place d'un dispositif obligatoire de coopération et de mutualisation entre les établissements publics de santé.

Les 11 établissements membres du GHT Sud Lorraine sont :

- Le Centre Hospitalier Régional Universitaire de Nancy
- Le Centre Hospitalier de Commercy
- Le Centre Hospitalier de Dieuze
- Le Centre Hospitalier de Pompey
- Le Centre Hospitalier de Pont-à-Mousson
- Le Centre Hospitalier de Toul
- Le Groupement Hospitalier de l'Est Meurthe-et-Moselle regroupant :
 - ◆ le CH de Lunéville
 - ◆ le CH de Saint-Nicolas-de-Port
 - ◆ le CH 3H Santé
- L'établissement public en santé mentale de Nancy à Laxou
- L'établissement public en santé mentale de Ravenel à Mirecourt



Le CHRU de Nancy, désigné établissement support, assure, depuis le 1er janvier 2018, la responsabilité de la fonction achat pour le compte des établissements parties du GHT.

Il devient à ce titre pouvoir adjudicateur unique pour l'ensemble des établissements parties au GHT.

Conformément à l'article R 6132-16 du Code de Santé Publique, la fonction achat comprend les missions suivantes :

- L'élaboration de la politique et des stratégies d'achat de l'ensemble des domaines d'achat en exploitation et en investissement ;
- La planification et la passation des marchés publics conformément aux dispositions du code de la commande publique ;
- Le contrôle de gestion des achats.

Les établissements parties assurent, pour ce qui les concerne, l'exécution des marchés publics (émission des bons de commande ou ordres de services, vérification et admission des prestations, application des pénalités, règlement des factures...).

ARTICLE 2. PRESENTATION DU CONTRAT

2.1. OBJET DU CONTRAT

Le présent contrat a pour objet la mise à disposition de personnels intérimaires dans les domaines technique et logistique pour le GCS BLANCHISSERIE SUD LORRAINE

2.2. DIVISION EN LOTS

L'acheteur décide de ne pas allouer l'accord-cadre initial pour les raisons suivantes :

L'acheteur est dans l'impossibilité d'identifier des prestations distinctes compte tenu de l'objet même des prestations.

2.3. FORME DU CONTRAT

Le contrat est établi en application des articles R. 2162-2, R. 2162-4, R. 2162-5, R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du code de la commande publique, sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande multi-attributaires. Il sera attribué à **3 opérateurs maximum** (sous réserve d'un nombre suffisant de candidatures et d'offres)

Montant (HT) minimum de commande sur la durée du marché	Sans
Montant (HT) maximum de commande sur la durée du marché	2.001.600,00 €

Les montants maximums de l'accord-cadre correspondent à un maximum de dépenses. Il est à noter que le titulaire du marché ne pourra élever aucune réclamation s'ils ne sont pas atteints.

Le pouvoir adjudicateur n'est pas tenu de garantir dès le départ un minimum de dépenses aux opérateurs retenus et peut ainsi effectuer des achats à caractère répétitif dans la limite des montants ci-dessus indiqués.

2.4. DURÉE DU CONTRAT

Durée :

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 12 mois.

Il est exécutoire à compter du 01/06/2025 ou de la date de sa notification si celle-ci intervient ultérieurement.

Reconduction :

L'accord-cadre est reconductible tacitement, il comprend 3 reconductions. La durée de chaque période de reconduction est de 12 mois. A l'issue de la dernière reconduction, plus aucune nouvelle commande ne pourra être réalisée en exécution de cet accord-cadre.

Si l'acheteur ne souhaite pas reconduire l'accord-cadre, il doit prendre une décision expresse de non-reconduction, qu'il notifie au titulaire au plus tard 60 jours calendaires avant la date d'échéance de l'accord-cadre initial ou d'une reconduction ultérieure.

Le titulaire ne peut s'opposer à la non-reconduction de l'accord-cadre.

Caractéristiques du délai d'exécution de l'accord-cadre :

Par dérogation à l'article 13 du CCAG fournitures courantes et services, le délai d'exécution du marché commence à courir à la date fixée ci-dessus.

Prestations similaires :

En application de l'article R. 2122-7 du Code de la commande publique, l'acheteur peut conclure un marché sans publicité ni mise en concurrence préalables pour la réalisation de prestations similaires à celles de l'objet du présent accord-cadre, en accord avec le titulaire, pendant une période de trois ans à compter de la notification de l'accord-cadre initial.

ARTICLE 3. NOMENCLATURES ASSOCIEES A L'OBJET DU MARCHE PUBLIC

3.1. NCHFS : NOMENCLATURE DES CATEGORIES HOMOGENES DES FOURNITURES ET SERVICES

76.19	<i>Prestations de service d'intérim technique</i>
76.20	<i>Prestations de service d'intérim administratif</i>

3.2. CODES CPV

Le code CPV principal de l'accord-cadre est le suivant :

79620000-6 - Services de mise à disposition de personnel, y compris de personnel temporaire

ARTICLE 4. PROCEDURE DE PASSATION

Conformément aux articles R. 2124-2 et R. 2161-2 à R. 2161-5 du code de la commande publique, le marché est passé par appel d'offres ouvert.

L'accord-cadre sera conclu avec au maximum les 3 candidats qui ont introduit les offres régulières économiquement les plus avantageuses en application des critères d'attribution.

Conformément à l'article R. 2162-2 du Code de la commande publique, l'accord-cadre conclu avec plusieurs opérateurs économiques sera exécuté par l'émission de bons de commande dans les conditions fixées aux articles R. 2162-13 et R. 2162-14 du même Code.

MODALITÉS D'ATTRIBUTION DES COMMANDES :

Les commandes seront émises selon les règles d'attribution par répartition suivantes entre les titulaires de l'accord-cadre :

MISSIONS PROGRAMMÉES*

Demande : les besoins sont transmis aux 3 titulaires le mercredi avant 16h pour la semaine suivante.

Attribution :

- Titulaire n°1 : 70% des besoins à honorer
- Titulaire n°2 : 20% des besoins à honorer
- Titulaire n°3 : 10% des besoins à honorer

MISSIONS URGENTES

Demande : pour pallier l'absentéisme, les besoins sont transmis à 9h au plus tard pour mise à disposition le jour-même à midi dernier délai. Les 3 titulaires sont consultés simultanément.

Attribution de la commande : le premier titulaire à formuler une offre adaptée se verra attribuer la commande.

* En cas d'incapacité d'un des titulaires à mettre à disposition les ressources qui lui sont commandées dans les délais exigés, le GCS Blanchisserie Sud Lorraine se réserve la possibilité de s'adresser au titulaire suivant sans tenir compte de la clé de répartition (70/20/10).

Il est précisé que :

Le titulaire n° 1 est l'opérateur économique (titulaire individuel ou groupement) dont l'offre a été classée première à l'issue de l'appel d'offres, en fonction des critères de choix énoncés dans le règlement de consultation. Les titulaires n° 2 et n°3 sont les soumissionnaires dont l'offre a été classée en deuxième et troisième position.

Les rangs respectifs des 3 titulaires sont précisés dans les documents de l'accord-cadre notifié.

ARTICLE 5. DOCUMENTS CONTRACTUELS

Les documents contractuels de l'accord-cadre sont les suivants et prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses éventuelles annexes financières
- Le Bordereau des Prix Unitaires (BPU)
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ou tout autre document qui en tient lieu et ses éventuelles annexes
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ou tout autre document qui en tient lieu et ses éventuelles annexes
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés de Fournitures courantes et services (CCAG FCS) (*)
- Le Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG) applicable aux prestations, objet du marché (*)
- Le mémoire technique

- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché

(*) Ces documents sont des documents généraux que le titulaire peut se procurer sur le site internet de la Direction des Affaires Juridiques du Ministère chargé de l'économie.

L'original de chacun de ces documents est conservé dans les archives du Centre Hospitalier Régional Universitaire de Nancy.

Les mentions qui pourraient apparaître sur des documents présents dans l'offre du candidat (devis, offre commerciales, CGV ...) et qui seraient contradictoires avec les documents du DCE seront considérées comme nulles.

ARTICLE 6. PARTIES CONTRACTANTES

6.1. REPRESENTANT DE L'ACHETEUR

Le représentant légal de la personne publique " GCS Blanchisserie Sud Lorraine "est le représentant du pouvoir adjudicateur. Il s'agit de l'Administrateur du GCS, qui est par conséquent habilité à effectuer les actes dévolus au pouvoir adjudicateur par application du code de la commande publique. Il peut déléguer sa compétence.

6.2. TITULAIRE DU MARCHÉ PUBLIC

Le titulaire du marché public est le fournisseur ou prestataire de service qui conclut le marché avec la personne publique.

Le domicile du titulaire du marché public est indiqué à l'acte d'engagement. En l'absence d'indication, il est réputé faire élection de domicile en la Mairie de Nancy.

6.3. SOUS-TRAITANCE

Présentation d'un sous-traitant

Le titulaire de l'accord-cadre peut, sous sa responsabilité, sous-traiter uniquement l'exécution de certaines parties de l'accord-cadre, conformément aux articles L. 2193-1 à L. 2193-14 et R. 2193-1 à R. 2193-22 du code de la commande publique. Ainsi, la sous-traitance totale de l'accord-cadre est interdite.

Modalités d'acceptation du sous-traitant et d'agrément des conditions de paiement

Le titulaire doit préalablement obtenir de l'acheteur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement. Ces deux formalités exigées doivent être constatées par un acte spécial signé par l'acheteur et par le titulaire, pouvant prendre la forme du formulaire DC4.

La demande doit contenir :

- la nature des prestations sous-traitées ;
- le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant ;
- les conditions de paiement prévues au projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- le cas échéant, les capacités du sous-traitant sur lesquelles le titulaire s'appuie ;
- une déclaration attestant que le sous-traitant n'est pas placé dans un des cas d'exclusion de la procédure de passation mentionné au chapitre Ier du titre IV du code de la commande publique ;
- l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité ou une attestation ou une main levée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créance afin d'établir qu'aucune cession ni aucun nantissement de créance résultant de l'accord-cadre ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant.

Le titulaire qui recourt à la sous-traitance des prestations de l'accord-cadre, sans avoir au préalable obtenu de l'acheteur l'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement encourt la résiliation de l'accord-cadre à ses torts exclusifs.

Païement direct des sous-traitants

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 euros TTC, le sous-traitant qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées est payé directement par l'acheteur, pour la partie de l'accord-cadre dont il assure l'exécution.

6.4. GROUPEMENT D'OPERATEURS ECONOMIQUES

Si le groupement titulaire de l'accord-cadre est conjoint, chaque membre du groupement s'engage à exécuter les prestations qui sont susceptibles de lui être attribuées dans l'accord-cadre. Chaque membre du groupement est rémunéré sur son compte, pour la part des prestations qu'il a réalisé.

Si le groupement titulaire de l'accord-cadre est solidaire, chacun des opérateurs économiques membres du groupement est engagé financièrement pour la totalité de l'accord-cadre. Le paiement se réalise sur un compte au nom du groupement.

Si le titulaire est un groupement conjoint, le mandataire du groupement est solidaire, pour l'exécution du marché public, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de l'acheteur.

ARTICLE 7. OBLIGATION DU TITULAIRE

Le Titulaire a l'obligation de répondre à toute demande effectuée par bons de commande d'un Bénéficiaire.

7.1. MODIFICATIONS PORTANT SUR LA SITUATION JURIDIQUE OU ECONOMIQUE DU TITULAIRE

Le Titulaire est tenu de notifier au Bénéficiaire dans les plus brefs délais les modifications le concernant, survenant au cours de l'exécution du présent accord-cadre et qui se rapportent notamment :

- Aux personnes ayant le pouvoir d'engager le Titulaire ;
- À la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- À la raison sociale du Titulaire ou à sa dénomination ;
- À son adresse ou à son siège ;
- Aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ;

Et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement du titulaire pouvant influencer sur le déroulement du marché.

7.2. DOCUMENTS EN LANGUE FRANCAISE

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou mode d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française. S'ils sont rédigés dans une autre langue, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

7.3. MONNAIE DE COMPTE

La monnaie de compte du présent accord-cadre est l'Euro.

Si le Titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

7.4. OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE

Le titulaire et l'acheteur qui, à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, présentant un caractère confidentiel, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, ne soient divulguées à un tiers qui n'a pas à en connaître. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

7.5. CONTINUE D'EXECUTION

Le titulaire est tenu d'assurer une continuité de service pour l'exécution des prestations prévues par le marché, dans les conditions fixées par le CCTP. Il en répond par la mise en œuvre de moyens humains et matériels et d'une organisation adéquate.

En cas de refus par le titulaire d'exécuter un bon de commande émis dans les conditions et dans le délai de prévenance prévues par le marché, et sauf cas de force majeure, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de confier à un tiers la charge de la prestation aux frais et risques du titulaire.

Les sommes dues à ce titre, telles que prévues au présent CCAP, seront recouvrées par le pouvoir adjudicateur par tous les moyens de droit, sauf lorsque leur montant pourra être retenu sur les factures mensuelles restant dues.

Sont considérés comme cas de force majeure, les événements extérieurs non prévisibles, mettant l'opérateur dans l'impossibilité de remplir ses engagements (ex : catastrophe naturelle, émeutes, ...). Le fait de grève du personnel du titulaire ne pourra être considéré comme cas de force majeure.

Au cas où la prestation devrait être modifiée pour l'un de ces cas, les deux parties se concerteraient pour convenir des mesures à prendre. Les mesures nécessaires ne pourraient être prises qu'après agrément écrit.

ARTICLE 8. OBLIGATION DU BENEFICIAIRE

Le Bénéficiaire s'engage à émettre des bons de commande selon les modalités figurant dans l'accord-cadre. Le Bénéficiaire ne peut apporter de modifications substantielles aux caractéristiques de l'Offre fixée dans l'accord-cadre, lors de leur émission.

Le Bénéficiaire s'engage à désigner les interlocuteurs privilégiés du Titulaire dès la notification de l'accord-cadre.

Une fois l'accord-cadre mis à disposition, le Bénéficiaire garantit l'exclusivité au Titulaire.

ARTICLE 9. OBLIGATION DE COLLABORATION

Le Bénéficiaire et le Titulaire s'engagent mutuellement à s'alerter dans les meilleurs délais en cas de difficulté constatée afin que soit mise en place une solution adaptée.

À la demande du Bénéficiaire ou du Titulaire des réunions dans les locaux du pouvoir adjudicateur sont organisées, traitant notamment de la mise en place de la solution, de l'avancement et suivi des prestations ou des difficultés rencontrées au cours de l'exécution du présent contrat.

ARTICLE 10. RELATIONS FOURNISSEURS ET ACHATS RESPONSABLES

Le GHT Hôpitaux Sud Lorraine est signataire depuis octobre 2021 de la charte « Relations fournisseurs et Achats Responsables » (« charte RFAR ») organisée par la Médiation des Entreprises et le Conseil National des Achats (CNA). En poursuivant cette dynamique, le CHRU de Nancy, établissement support du GHT, a été labélisé RFAR en novembre 2022.

Aussi, il souhaite mettre en œuvre autant que possible les exigences de la norme ISO 20400 Achats Responsables dans ses achats.

Afin d'encourager et harmoniser ces bonnes pratiques, le GHT Sud Lorraine invite le titulaire du marché public, à prendre connaissance des principes et exigences de la charte RFAR et du parcours RFAR promu par la Médiation des Entreprises et le CNA.

Le titulaire s'engage à informer le CHRU de Nancy de toute démarche entreprise par lui ou par ses sous-traitants en la matière, notamment en cas de signature de la charte RFAR, d'attribution du label RFAR, ou de mesures prises pour intégrer les recommandations d'autres normes ou labels, tels que la norme ISO 20400 « Achats Responsables – ligne directrice », dans ses processus internes.

La Médiation des Entreprises – en association avec le CNA - pourra accompagner le titulaire et/ou ses sous-traitants dans cette démarche. Pour toute information : <https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises/label-relations-fournisseurs-et-achats-responsables>

ARTICLE 11. TRAITEMENT DES DONNÉES A CARACTÈRE PERSONNEL

Les établissements bénéficiaires du marché, tels qu'identifiés dans le présent CCAP, s'engagent à se conformer aux réglementations applicables en matière de protection des données, et, en particulier le Règlement (UE) 2016/79 du parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (Règlement Général sur la Protection des Données – RGPD), et modifiant la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés (dite Loi Informatique et Libertés - LIL), conformément aux termes et conditions suivantes.

Le titulaire du marché est considéré comme responsable de traitement indépendant, pour le traitement des données à caractère personnel des établissements bénéficiaires dans le cadre de la gestion des relations contractuelles et commerciales. Ainsi, le titulaire veillera à son obligation d'information des personnes concernées de l'établissement par courriel.

11.1. FINALITÉS

Les finalités du traitement de données à caractère personnel objet de ce contrat sont :

- Exécuter les missions et le marché, en ce qui concerne les traitements destinés à réaliser les opérations relatives au suivi de la relation contractuelle (contrat, services, factures, comptabilité) entre l'établissement bénéficiaire et le titulaire du marché.
- Respecter les obligations légales applicables à l'établissement bénéficiaire et au titulaire, en ce concerne le traitement à des fins de facturation et de comptabilité ou la gestion des demandes d'exercice des droits des personnes concernées

Base légale du traitement des données : exécution d'un contrat, intérêt légitime et obligations légales.

L'établissement bénéficiaire s'engage à ne pas utiliser ces données à d'autres fins que celles pour lesquelles elles ont été collectées.

11.2. CARACTÉRISTIQUES DES DONNÉES TRAITÉES

L'établissement bénéficiaire traite, dans le cadre de la gestion des contrats, des informations nominatives telles que : les noms, prénoms et coordonnées professionnelles de ses correspondants, ou encore une liste nominative de travailleurs étrangers soumis à l'autorisation de travail.

11.3. DROITS DES PERSONNES CONCERNÉES

Les personnes concernées pourront exercer leurs droits octroyés par le RGPD et la LIL : accès, rectification, suppression, etc. de leurs données recueillies dans le cadre de ce contrat, auprès du délégué à la protection des données (DPO) de l'établissement support du GHT Sud Lorraine via l'adresse électronique suivante : dpo@chru-nancy.fr

Si elles estiment, après l'avoir contacté, que leurs droits ne sont pas respectés, la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés - CNIL (autorité française de contrôle des données à caractère personnel) pourra recueillir leur réclamation (plainte), sur son site internet : <https://www.cnil.fr/fr/webform/adresser-une-plainte>.

11.4. TRANSFERTS DE DONNÉES

L'établissement bénéficiaire est susceptible de communiquer, de façon ponctuelle, des données à caractère personnel du titulaire en lien avec les finalités décrites dans le présent contrat. Ainsi, il peut mettre ces données à disposition de :

- Sociétés tierces fournisseurs des services : Conseillers juridiques, auditeurs, etc.
- Comité d'éthiques et autorités gouvernementales,
- Autres tiers sur ordonnance d'un tribunal, ou requis par un processus juridique ou légal.

En cas de recours à des prestataires de service ayant accès à des données à caractère personnel, l'établissement bénéficiaire exige de ces prestataires de service :

- qu'ils prennent toutes les mesures adéquates pour préserver la confidentialité et garantir la sécurité de ces données,
- qu'ils les traitent conformément au présent contrat, sans les utiliser à d'autres fins.

11.5. SÉCURISATION DES DONNÉES

L'établissement bénéficiaire prendra les mesures de sécurité techniques et organisationnelles appropriées afin de protéger les données à caractère personnel du titulaire du marché, conformément à la législation applicable en matière de sécurité et de confidentialité des données.

11.6. CONSERVATION DES DONNÉES

A la fin du marché, si la prestation n'est pas reconduite, l'établissement bénéficiaire s'engage à archiver les données et à les conserver conformément aux réglementations en vigueur, et au maximum 10 ans.

ARTICLE 12. MODIFICATION DES PRESTATIONS EN COURS D'EXÉCUTION

12.1. À L'INITIATIVE DE L'ÉTABLISSEMENT

Toutes les prestations proposées devront être conformes aux réglementations en vigueur, notamment à celles concernant la sécurité des personnels. Elles devront pouvoir s'adapter facilement, sans coût supplémentaire, à toute modification des règlements à venir.

Les conditions d'exécution du marché pourront ainsi être modifiées par voie d'avenant pour acter l'évolution de la réglementation en vigueur.

12.2. À L'INITIATIVE DU TITULAIRE

Toute opération de substitution doit impérativement recueillir l'accord préalable écrit du pouvoir adjudicateur afin d'éviter une remise en cause du marché.

- Evolution technologique des prestations pendant la durée d'exécution du marché: Le Titulaire pourra proposer de substituer totalement ou partiellement une nouvelle prestation à l'ancienne, et ce, aux mêmes conditions tarifaires que celles retenues dans le cadre du marché initial.

- Problème temporaire pendant la durée du marché: Le Titulaire pourra proposer une prestation de remplacement, sous réserve que le prix de la prestation de substitution palliant la rupture ne soit supérieur au prix fixé dans le cadre du marché initial. Cette disposition s'applique sans préjudice de la possibilité pour l'établissement de résilier le marché, sans que le titulaire puisse prétendre à être indemnisé.

ARTICLE 13. CARACTERISTIQUES DES PRIX DE L'ACCORD-CADRE

13.1. MODALITES DE FIXATION DES PRIX

La rémunération du présent accord-cadre se fait sur la base de prix unitaires mentionnés dans l'offre.

13.2. DETERMINATION DES PRIX

Pour chaque contrat de mission, la rémunération du prestataire de service intégrera les éléments suivants :

- la rémunération de base de l'agent intérimaire mis à disposition : coût horaire brut
- le coefficient multiplicateur de délégation

Le taux horaire facturé ainsi fixé est réputé comprendre l'ensemble des charges fiscales, parafiscales ou autres frappant la prestation ainsi que tous les frais afférents à l'exécution du marché tels que congés, indemnité de fin de mission, toutes les charges pesant sur le personnel, etc...

13.3. APPLICATION DE LA TAXE SUR LA VALEUR AJOUTÉE

Il sera fait application des taux de TVA en vigueur au jour de l'exécution de la prestation, sauf disposition réglementaire contraire.

13.4. VARIATION DES PRIX

La révision des prix est applicable périodiquement de la manière suivante : Les prix seront révisés semestriellement à compter du début d'exécution du marché.

Le prix révisé est calculé par l'application au prix du marché d'un coefficient de révision CR résultant de la variation des index définis ci-dessous.

Prix révisé = Prix initial du marché * CR

$CR = 0,85 * c1/C1 + 0,15$

où

c1 = indice ICHT-M - Indice des taux de salaire horaire des ouvrier - A38-MC - Autres activités spécialisées, scientifiques et techniques en vigueur Derniers indices publiés par l'INSEE au moment de la demande de révision des prix.

C1 = indice ICHT-M - Indice des taux de salaire horaire des ouvrier - A38-MC - Autres activités spécialisées, scientifiques et techniques en vigueur à la date de remise de l'offre finale par le titulaire.

ARTICLE 14. MODALITES DE FACTURATION ET DE PAIEMENT

14.1. FACTURATION

La transmission des factures sera effectuée sous un format électronique, conformément aux articles L 2192-1 à L 2192-7 du code de la commande publique.

Les titulaires sont dans l'obligation d'adresser leurs factures sous format électronique par l'intermédiaire du portail de facturation Chorus Pro mis gratuitement à leur disposition.

Le titulaire devra adresser ses factures selon l'un des modes de transmission proposé par Chorus Pro et suivre le traitement de ces dernières.

Pour de plus amples informations sur le fonctionnement de cette solution, le titulaire pourra se connecter sur le site d'information accessible à l'adresse suivante : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr>

En application de l'article D2192-2 du code de la commande publique, la facture électronique doit obligatoirement comporter les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date d'exécution des services ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des prestations réalisées ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des prestations réalisées ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Le titulaire est informé que l'utilisation du portail de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission.

Ainsi, lorsqu'une facture lui est transmise en dehors du portail de facturation, l'acheteur pourra la rejeter après avoir informé le titulaire par tout moyen de son obligation de transmettre ses factures par l'intermédiaire de ce portail et l'avoir invité à utiliser le portail de facturation.

Le titulaire sera averti par tout moyen donnant date certaine de l'envoi des raisons qui s'opposent au paiement. La répétition d'erreurs sur les factures entraînera leur rejet systématique sans que l'acheteur soit tenu de procéder à la rectification de chaque prix. Les conséquences de ces négligences seront supportées par le titulaire sans qu'il puisse prétendre de ce fait aux intérêts moratoires.

14.2. MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES

14.2.1. RÈGLEMENT

Le paiement s'effectuera suivant les règles de la comptabilité publique dans les conditions prévues au CCAG. Il sera opéré par mandat administratif au compte courant du titulaire renseigné sur l'acte d'engagement. Les comptables assignataires chargés des paiements des établissements, sont les trésoriers des établissements bénéficiaires précisés sur l'acte d'engagement ou, le cas échéant, par voie d'avenant.

14.3. CESSIION DE CREANCE

Si le titulaire a recours à une société d'affacturage, les règlements ne pourraient s'effectuer qu'après la signature du certificat de cession de créance (NOTI6) par le GCS en autant d'exemplaire original que de comptable assignataire. Le titulaire transmet les certificats de cession à la société d'affacturage qui les remettra à chacun des comptables des établissements bénéficiaires accompagnés d'un RIB.

14.4. DELAI DE PAIEMENT

L'article R. 2192-11 du code de la commande publique fixe le délai de paiement à 60 jours pour les Etablissements Publics à caractère Industriel et Commercial (EPIC).

Ce délai global de paiement court :

- à compter de la date de réception de la facture ou du dernier élément permettant le paiement par l'établissement ou
- à compter de la date d'exécution des prestations, lorsque la date de réception de la demande de paiement est incertaine ou antérieure à cette date.

Ces dates sont constatées par les services de l'établissement. A défaut, c'est la date de la demande de paiement augmentée de deux jours qui fait foi. En cas de litige, il appartient au créancier d'apporter la preuve de cette date.

Une suspension du délai de paiement pourra être prononcée jusqu'à l'établissement d'une facture conforme ou la production des pièces nécessaires manquantes, notamment dans les cas suivants :

- Erreur sur les prestations et/ou montants facturés,
- Modification de la raison sociale,
- Modification et/ou absence de domiciliation bancaire.

Par application de l'article L. 2192-13 du code de la commande publique, le retard de paiement donne lieu, de plein droit et sans autre formalité, au versement :

- d'intérêts moratoires : Conformément aux dispositions de l'article R. 2192-31 du code de la commande publique, le taux des intérêts moratoires sera égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.
- d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement fixée à 40 euros, par application de l'article D. 2192-35 du code de la commande publique.

ARTICLE 15. AVANCE

Aucune avance n'est accordée pour cet accord-cadre.

ARTICLE 16. MODALITES DE COMMUNICATION ENTRE LES PARTIES

Forme des notifications et informations :

La notification des demandes, décisions et informations qui font courir un délai est faite par tout moyen dématérialisé permettant de déterminer la date de réception.

Cette notification peut être faite :

- soit par le biais du profil d'acheteur :
- soit via messagerie électronique des parties :
 - à l'adresse mail du pouvoir adjudicateur : marches.publics@chru-nancy.fr
 - à l'adresse mail du titulaire, telle que mentionnée à l'acte d'engagement ;

En cas de groupement, la notification est faite au mandataire pour l'ensemble du groupement.

Lorsque la notification est effectuée par le biais du profil d'acheteur, les parties sont réputées avoir reçu cette notification à la date de la première consultation du document qui leur a été ainsi adressé, certifiée par l'accusé de réception délivrée par l'application informatique, ou, à défaut de consultation, dans un délai de 8 jours à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil d'acheteur, à l'issue de ce délai.

ARTICLE 17. DEVELOPPEMENT DURABLE

Dans un souci de promotion de l'emploi et de lutte contre l'exclusion, le GCS, en partenariat avec la Maison de l'Emploi du Grand Nancy a décidé de faire application des dispositions de l'article L. 2112-2 du code de la Commande Publique en incluant dans le présent marché public une clause obligatoire d'insertion par l'activité économique.

ENGAGEMENT D'INSERTION

Les entreprises qui soumissionnent s'engagent à réaliser une action d'insertion qui permet l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

Les publics appelés à bénéficier de ce dispositif sont les suivants :

- Les demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage) ;
- Les publics reconnus travailleurs handicapés, au sens de l'article L5212-13 du code du travail, fixant la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi ;
- Les bénéficiaires de minimas sociaux, en particulier les Allocataires du Revenu de Solidarité Active (RSA), de l'Allocation Spécifique de Solidarité (ASS), de l'Allocation Adulte Handicapé (AAH), de l'Allocation d'Invalidité ;
- Les jeunes de moins de 26 ans, diplômés ou non, sortis du système scolaire ou de l'enseignement supérieur depuis au moins 6 mois et s'engageant dans une démarche d'insertion et de recherche d'emploi ;
- Les personnes prises en charge dans le dispositif IAE (Insertion par l'Activité Économique), c'est-à-dire les personnes mises à disposition par une Association Intermédiaire (AI) ou par une Entreprise de Travail Temporaire d'Insertion (ETTI), ainsi que des salariés d'une Entreprise d'Insertion (EI), ou d'un Atelier et Chantier d'Insertion (ACI), ainsi que les personnes prises en charge dans des dispositifs particuliers, par exemple « Ecole de la 2ème chance ».

En outre, d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières peuvent, sur avis motivé de Pôle Emploi, des Maisons de l'Emploi, des Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi (PLIE), des Missions Locales, ou de CAP Emploi peuvent être considérées comme relevant des publics éligibles au dispositif.

L'éligibilité des publics positionnés devra être validée préalablement à la mise en poste par la Maison de l'Emploi du Grand Nancy.

Il leur sera obligatoirement réservé, à l'occasion de l'exécution du marché le nombre minimal d'heures suivant : **14 heures par tranche de 10 000 € hors taxe facturés**

Si l'entreprise attributaire réintègre dans ses effectifs, le personnel précédemment en fonction dans l'entreprise sortante (article L. 1224-1 du code du travail et convention collective nationale de la profession), et si le volume des prestations à réaliser dans le nouveau marché est identique au précédent, l'exécution de la clause d'insertion peut ne pas être immédiate. L'obligation d'insertion doit être mise en œuvre pendant l'exécution du marché, à l'occasion de la vacance ou de la création d'un poste de travail. En tout état de cause, pour garantir l'égalité d'accès et l'égalité de traitement des entreprises ainsi que l'emploi des salariés en poste, si l'entreprise attributaire est soumise à une obligation de reprise de personnel, la clause sociale d'insertion s'applique à l'issue de la reprise de personnel, dûment constatée et attestée.

MODALITÉS DE MISE EN ŒUVRE

Cela consiste, pour l'attributaire, à réserver une part du temps total de travail nécessaire à l'exécution de son marché, à une action d'insertion réalisée selon l'une des modalités définies ci-dessous :

- 1ère modalité : l'embauche directe par l'entreprise titulaire du marché.
- 2ème modalité : par la mise à disposition de salariés en insertion via le recours à une association intermédiaire (AI), ou à une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI), ou à une entreprise de travail temporaire adapté (ETTA), ou à un groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ), ou à une entreprise de travail temporaire (ETT).
- 3ème modalité : par le recours à la sous-traitance ou au groupement d'opérateurs économiques avec une entreprise d'insertion (EI), un atelier chantier d'insertion (ACI) ou une entreprise adaptée (EA), un établissement et service d'aide par le travail (ESAT), une entreprise d'insertion par le travail indépendant (EITI), ou un travailleur indépendant handicapé (TIH).

L'ACCOMPAGNEMENT DE L'ACTION

Afin de faciliter la mise en œuvre de cette clause, le CHRU de NANCY s'appuie sur un dispositif spécifique d'accompagnement et d'assistance géré par la Maison de l'Emploi du grand Nancy qui aura notamment pour mission :

- D'assister les entreprises quant aux modalités de mise en œuvre du dispositif d'insertion, notamment pour l'identification des publics, la présentation de candidats, l'interface avec les partenaires emploi et insertion, ou encore la mise en relation avec les SIAE, EA ou ESAT ;
- De contrôler l'éligibilité des publics, de réaliser le suivi et le contrôle de la réalisation des heures d'insertion, de suivre les engagements des entreprises en matière d'insertion, de relayer l'ensemble des informations au CHRU de NANCY et de signaler les non-conformités pour un éventuel déclenchement des pénalités.

Contact :

Madame Cécile HENRY – Chargée de mission Clauses d'Insertion

MAISON DE L'EMPLOI DU GRAND NANCY

88 avenue du XX^e Corps

BP 90657

54063 NANCY CEDEX

Tel 03.83.22.24.00

Courriel : chenry@mde-nancy.org

CONTRÔLE DE L'ACTION D'INSERTION

Il sera procédé au contrôle de l'exécution des actions d'insertion pour lesquelles le titulaire s'est engagé.

À cet effet, il produit le premier jour de chaque mois tous les renseignements relatifs à la mise en œuvre de l'action à LA MAISON DE L'EMPLOI DU GRAND NANCY. Date d'embauche, type de contrat, poste occupé, ...).

Le CHRU de Nancy s'assurera également de la bonne exécution de cette clause lors des réunions mensuelles.

S'il rencontre des difficultés pour assurer son engagement, le titulaire doit informer le CHRU de Nancy par courrier recommandé avec AR. Dans ce cas, LA MAISON DE L'EMPLOI DU GRAND NANCY étudiera avec le titulaire, les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs.

ARTICLE 18. RESPONSABILITÉ ET ASSURANCES

18.1. RESPONSABILITÉ

La société assume la direction et la responsabilité de l'exécution des prestations. En conséquence, elle est seule responsable de tous les dommages que l'exécution des prestations peut causer directement ou indirectement

- à son personnel ou à des tiers,
- à ses biens, aux biens appartenant au Centre Hospitalier Régional Universitaire de Nancy, ou à des tiers.

18.2. ASSURANCES

Le titulaire contracte les assurances couvrant sa responsabilité en matière d'accidents de travail. Le titulaire contracte également les assurances couvrant sa responsabilité civile, pour les dommages matériels et corporels pouvant être causés à l'acheteur et aux tiers lors de l'exécution de l'accord-cadre.

Le titulaire justifiera qu'il a souscrit ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation en cours de validité, précisant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire produit cette attestation, dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande de l'acheteur.

PARTIE 6. VERIFICATION DES PRESTATIONS

ARTICLE 19. VERIFICATION DES PRESTATIONS

Les opérations de vérification ont pour but de constater que les prestations sont réalisées conformément aux spécifications du marché et notamment que les heures facturées ont été réellement effectuées.

Les vérifications quantitatives et qualitatives seront exécutées par le service demandeur, dans les conditions prévues aux articles 23 et 24 du C.C.A.G.-F.C.S. Le délai qui leur est imparti pour y procéder et notifier sa décision est de 15 jours. Passé ce délai, la décision d'admission des prestations est réputée acquise.

ARTICLE 20. PENALITES ET PRIMES

Absences successives de réponse

À partir de 3 commandes successives restant sans réponse du titulaire, celui-ci encourt une pénalité de 300€ par cas constaté.

Service partiel

Dans l'hypothèse où le personnel remplaçant n'assure pas la totalité de sa mission, soit parce qu'il arrive en retard, soit parce qu'il anticipe son départ, le service sera réputé réalisé partiellement et entraînera une application d'une pénalité pour service non fait.

En cas d'absence constatée entre l'heure prévue de début de mission et la fin de service, celle-ci donne lieu à l'application d'une pénalité de 30 euros par heure non effectuée et ce, dès la 1ère heure, sauf cas de force majeure (raison médicale ou événement personnel grave et imprévisible, dûment attesté, dont les justificatifs réglementaires peuvent être demandés par la personne publique).

Désistement de dernière minute

Lorsqu'un qu'une commande réputée pourvue pour lequel l'intérimaire désigné ne se présente pas, une pénalité de 100€ par demie journée sera appliquée et ce jusqu'à l'arrivée d'un remplaçant à compétence équivalente. sauf cas de force majeure (raison médicale ou événement personnel grave et imprévisible, dûment attesté).

Autres pénalités

- Non-respect des règles de sécurité : 200€ par cas constaté ;
- Non-respect des règles d'hygiène liées à l'activité de la blanchisserie : 50€ par cas constaté;
- Comportement inadapté ou irrespectueux : 50€ par cas constaté

Dérogations relatives aux pénalités :

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG fournitures courantes et services, les pénalités applicables en cas de retard d'exécution sont celles listées au sein du présent document.

Dérogations ou précisions relatives aux primes :

Les documents du marché ne prévoient pas le versement de primes.

ARTICLE 21. DIFFERENTS ET LITIGES

La survenance d'un éventuel litige entre les parties ne dispense en aucun cas le titulaire de respecter ses obligations contractuelles au titre du présent marché. En particulier, elle ne l'autorise ni à interrompre l'exécution du marché, ni à suspendre cette exécution, ni à modifier la teneur de ses obligations.

Les parties s'efforceront de régler à l'amiable tous les différends relatifs à l'interprétation et à l'exécution du présent marché.

21.1. MÉDIATEUR INTERNE

Le présent marché est conclu et est exécuté de bonne foi par les parties qui s'engagent à examiner ensemble, dans le plus grand esprit de concertation, tout différend qui pourrait survenir relativement à sa validité, son exécution ou son interprétation.

Afin de faciliter cet objectif de rapprochement des points de vue, en cas de différend entre le titulaire et le bénéficiaire du marché, le titulaire peut, après avoir mis en œuvre les dispositions prévues au CCAG, recourir au médiateur interne du GHT Sud Lorraine en complément des modes de règlement amiable des différends prévus au CCAG.

Le médiateur interne du GHT Sud Lorraine, mis en place dans le souci d'instaurer des relations durables et équilibrées avec les fournisseurs, peut être saisi à l'adresse suivante : mediateur@chru-nancy.fr.

Le demandeur indique, dans sa saisine, le numéro du marché ainsi que, le cas échéant, le lot, concerné par le différend. Il décrit l'objet du différend et les démarches entreprises jusque-là par les parties pour s'efforcer de le régler à l'amiable. Il peut joindre toutes pièces utiles au soutien de la demande.

La durée de la procédure de médiation est fixée à deux mois à compter de la réception de la saisine sauf si les parties en décident autrement d'un commun accord. Le médiateur peut à tout moment considérer que la médiation a échoué, et en tout état de cause, si le délai fixé est dépassé. Il en avisera les parties.

Les échanges intervenus entre les parties en application de la présente clause de médiation sont confidentiels, sauf quand leur divulgation est nécessaire pour la mise en œuvre de l'accord trouvé par les parties.

21.2. TRIBUNAL COMPETENT

La juridiction compétente en cas de litige, après tentative amiable entre les parties, est le Tribunal Administratif de Nancy, 5 place Carrière, CO 20038, 54036 NANCY Cedex.

PARTIE 8. DEROGATIONS AU CCAG

Il est dérogé à l'article 13 du CCAG Fournitures Courantes et Services.

Il est dérogé à l'article 14.1 du CCAG Fournitures Courantes et Services.

ANNEXE 1 - INSERTION PAR L'ACTIVITE ECONOMIQUE

Je soussigné(e),

Nom du signataire	
Prénom	
Qualité	
Téléphone	
Courriel	

Déclare avoir pris connaissance du cahier des clauses administratives particulières et notamment des dispositions relatives à la clause d'insertion qui vise à favoriser l'accès ou le retour à l'emploi de personnes éloignées de l'emploi et rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

M'engage si je suis déclaré attributaire du lot n° , à mener, dans l'exécution et sur la durée du marché, une action d'insertion permettant la réalisation d'un nombre d'heures d'insertion, au moins égal à celui indiqué au contrat.

M'engage pour assurer la mise en œuvre de la clause d'insertion, à mener une action d'insertion en privilégiant, parmi les modalités proposées ci-dessous, l'option n° .

- Option 1 : Sous-traitance ou co-traitance avec une entreprise d'insertion
- Option 2 : Recours à la mise à disposition de salariés en insertion
- Option 3 : Embauche directe de salariés en insertion

M'engage à fournir, à la demande de l'acheteur et dans le délai qui me sera imparti, toutes informations utiles à l'appréciation de la réalisation de la clause sociale.

Fait à	
Le	
Signature et cachet	